

CHILI

¿ DONDE ESTAN ?



En coalition avec le Comité des femmes chiliennes de Montréal et le Comité québécois Femmes et développement de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), l'Entraide missionnaire a eu l'honneur et le privilège d'accueillir, le 2 mai dernier, l'Ensemble folklorique du regroupement des parents de détenus-disparus du Chili. Elles étaient douze! Mères, épouses, filles, fiancées de détenus-disparus dont elles ont la photo épinglée à leur vêtement, elles sont venues partager avec nous leur détermination et leur espoir que "justice soit faite" au Chili! "¿ Dónde están? Où sont-ils? "Vous les avez pris vivants; rendez-les nous vivants!" Voilà l'incontournable ultimatum que ces femmes, unies dans la douleur et la dignité, ne cessent d'exiger de leur gouvernement depuis déjà bientôt dix-huit ans. Là-dessus, elles se sont expliquées clairement en nous commentant la déclaration publique rédigée par le groupe pour être communiquée aux médias. Nous vous en offrons ici la traduction française espérant que ce message trouvera écho tant au niveau de notre option pour la défense des droits humains qu'à celui de notre solidarité qui se doit de continuer à appuyer une si juste cause!

DECLARATION DE L'ENSEMBLE FOLKLORIQUE

DU REGROUPEMENT DES PARENTS DES DETENUS-DISPARUS DU CHILI

L'Ensemble Folklorique du Regroupement des Parents Détenus-Disparus du Chili, invité à Montréal par les Productions Tres de Mayo dans le cadre d'une tournée à travers le Canada appelée "Messages d'espoir" continue de dénoncer le problème des disparus au-delà des frontières du Chili.

Le 4 mars dernier, le Président Patricio Aylwin a fait connaître au pays les résultats de recherches menées par la Commission de Vérité et Réconciliation. Ce rapport reconnaît officiellement, pour la première fois, la situation des droits humains niée et distorsionnée pendant toutes les années de dictature. Il devient une revendication morale au nom de nos proches détenus-disparus. Cependant, la réponse à la question qui a marqué nos vies quotidiennes et nos démarches ne se trouve pas dans les résultats de la recherche. ¿Dónde están? Où sont-ils? La question demeure entière.

A cette même occasion, le président s'est engagé devant le pays à poursuivre les recherches jusqu'à

l'éclaircissement du sort de nos êtres aimés, proposant la création d'une Corporation de Droit publique. Il a demandé aux tribunaux de mener les recherches judiciaires pertinentes sur les cas des détenus-disparus. Cependant la réalité semble nous indiquer que les tribunaux de justice maintiennent une attitude complice en se retranchant derrière une loi d'amnistie promulguée par le régime militaire en 1978. Les efforts de notre organisation ont dû être redoublés afin que la Corporation obtienne effectivement la possibilité d'assumer les initiatives propres à obliger l'administration judiciaire à réouvrir les dossiers des détenus-disparus, à enquêter et répondre à notre question. Nous sommes plus de mille qui attendons de savoir où sont nos êtres chers, dans l'espoir de pouvoir récupérer leurs restes et de leur donner une sépulture digne dans un endroit où le peuple chilien pourra rendre hommage à ceux qui ont donné leur vie pour reconquérir la démocratie.

Pour nous, les parents des détenus-disparus, rien n'a changé et notre lutte est la même. Nous exigeons la vérité et la justice. Pour poursuivre ce chemin, nous comptons sur la solidarité des peuples comme le vôtre. Avec gratitude, nous nous rappelons vos gestes et vos mots qui réanimaient nos esprits durant les années difficiles de la dictature et nous donnaient la force d'avancer. Aujourd'hui, nous nécessitons toujours votre appui, afin qu'internationalement on exige que justice se fasse. Si vous saviez la force morale que représente votre appui pour nos demandes devant le gouvernement et la société!

Cette tournée signifie pour nous la possibilité d'entrer en contact avec ce pays qui est le vôtre, un pays avec lequel nous nous sommes toujours senties proches à cause de ses gestes de solidarité, et ce, en dépit de la barrière de la langue. La présence ici de notre groupe nous donne la possibilité d'exprimer par la chanson et la danse notre profond sentiment de douleur, d'espérance afin de dénoncer ce qu'a signifié pour nous, mères, épouses, soeurs et filles, l'absence, l'incertitude, le drame de ne pouvoir retrouver nos êtres chers, mais aussi d'exprimer notre détermination à poursuivre nos recherches afin de les retrouver et d'obtenir justice.

Notre ensemble chante depuis douze ans, interrompant ainsi le silence que la dictature prétendait nous imposer. Il a réussi une sensibilisation et le développement d'une conscience afin que plus jamais au Chili ne se répète l'horreur que nous vivons.

A nos compatriotes nous disons qu'il y a beaucoup à faire, que l'exil ne vous a pas séparés de nous, et tout comme nous sentons le drame qui vous a poussés à vivre hors du pays, nous sommes certaines que les détenus-disparus sont aussi pour vous des plaies ouvertes qu'ensemble nous devons cicatriser.

L'Entraide missionnaire dispose de formules pour celles et ceux qui voudraient s'engager à appuyer cette déclaration des parents des détenus-disparus du Chili. Une forme de solidarité : chercher d'autres signatures.

POUR ROMPRE LE SILENCE SUR LE GUATEMALA

L'Entraide missionnaire, avec la collaboration du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique Latine et du Centre de Pastorale en milieu ouvrier (CPMO) organisait, le 9 mai dernier, une soirée pour donner suite à l'initiative du Comité d'appui au peuple guatémaltèque. Ce comité a, en effet, planifié une tournée de deux femmes guatémaltèques à travers diverses provinces du Canada pour faire connaître le retour à la lutte des pauvres, des mouvements de paysans et femmes, de l'unité renouvelée des travailleurs et travailleuses pour revendiquer le respect de leur dignité et de leurs droits.

C'est dans le cadre de cette tournée que mesdames Rosa Escobar et Lisette Castro de León sont venues rencontrer des représentant-e-s d'églises chrétiennes, de congrégations religieuses, d'organismes non gouvernementaux (ONG) de développement, de solidarité et de lutte pour la défense des droits humains.

Madame Escobar, désignée comme représentante du Comité des femmes de l'Unité internationale des travailleurs et travailleuses de l'alimentation au Guatemala (COMFUITAG) nous a d'abord entretenus des luttes menées particulièrement par les femmes du syndicat de l'industrie alimentaire pour, finalement, élargir son analyse à la situation actuelle de la femme au Guatemala.

Au-delà de l'horreur et de la profonde tristesse causées par la mort et la violence, nous a-t-elle raconté, au-delà de la profonde détresse manifestée par les survivants et survivantes de massacres, une nouvelle réalité fait surface : celle que doivent dorénavant affronter plus de 45 000 veuves, seules face à d'immenses responsabilités familiales (plus de 100 000 enfants orphelins d'au moins un parent), seules pour affronter la répression, (souvent violées, humiliées, violentées par les soldats), seules pour se mesurer à un système social basé sur l'injustice et l'exploitation.

Ce sont elles qui, désormais, doivent assurer la survie de leurs enfants, ce sont elles qui, désormais, doivent cultiver la petite parcelle de terre qui produit la maigre pitance de leur famille, souvent victimes de la malnutrition, ce sont elles aussi, qui doivent désormais se rendre dans les grandes plantations agricoles, vendre leur travail pour un salaire dérisoire. Ce sont elles qui doivent, jour après jour, faire face à la double oppression inhérente à leur condition de femme.

Le thème de la femme et de sa participation aux différents aspects de la vie sociale, économique et politique au Guatemala a été très peu abordé malgré le fait que les femmes constituent la moitié de la population et souffrent des mêmes problèmes que la majorité des guatémaltèques.

Le peuple guatémaltèque a connu des centaines d'années d'injustice, d'exploitation et d'oppression, mais les femmes souffrent doublement, particulièrement les veuves et les femmes autochtones vivant à la campagne.

On estime que 40 000 femmes guatémaltèques sont devenues veuves au Guatemala depuis le début des années '70. En quête de réponses à leurs besoins particuliers en tant que veuves, une coordination nationale de veuves du Guatemala (CONAVIGUA) a été formée en septembre 1988. Etant donné les menaces et les attaques constantes de l'armée, CONAVIGUA regroupe actuellement plus de 8 000 membres, majoritairement des femmes autochtones et des femmes des régions rurales.

Dans ce contexte, ces femmes s'organisent pour tenter de combler leurs besoins immédiats de nourriture, de médicaments, de logement et de vêtements. Elles essaient d'assurer l'accès à l'éducation pour leurs enfants et d'obtenir une aide économique pour leurs familles. De la même manière, elles travaillent en collaboration avec le Groupe d'appui mutuel de familles des disparus" (GAM) et cherchent à obtenir le respect des droits humains, le châtimement des responsables de la répression et à mener à bien l'exhumation des restes de leurs parents retrouvés dans les "cimetières clandestins".

Quant à madame Lisette Castro, elle nous a entretenus de la conjoncture actuelle au Guatemala et plus particulièrement du dialogue pour la paix qui se poursuit entre les différentes forces politiques et militaires du pays. Représentante du groupe "Jornadas por la vida y la paz" (journées de travail pour la vie et la paix), elle nous a, à ce titre, rappelé l'implication des Eglises dans ce dialogue.

Il s'agit de cette campagne oecuménique organisée par les églises du Guatemala, les organisations chrétiennes et la communauté juive. Ce mouvement est issu de l'expérience de ces groupes qui ont uni leurs efforts au cours du "Dialogue national" de 1989; ils ont décidé de continuer à travailler ensemble à promouvoir la défense de la vie et l'établissement de la paix au Guatemala. Cette campagne visait, entre autres, à proposer des solutions aux problèmes des milieux laissés en marge de la société guatémaltèque; à servir d'instrument de réconciliation en favorisant le dialogue entre les différents secteurs de la société afin de résoudre les problèmes reliés à la terre, les injustices salariales, le conflit armé, le retour des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays, etc..

Certes cette campagne a donné des fruits réels, ne serait-ce que celui d'avoir unifié des forces-vives du mouvement populaire. Hélas! la peur arrive encore parfois à avoir raison de ces efforts collectivisés. Il ne faut pas oublier, de souligner madame Castro dans l'inter-échange qui a suivi, que le programme de la contre-insurrection mis sur pied par le gouvernement militaire en '78 continue son cours même dans la supposée démocratie de Serrano.

C'est précisément de ce programme que nous informait le feuillet distribué par les membres du CAPG (comité d'appui au peuple guatémaltèque) au début de la rencontre. On y lit textuellement:

La "Première Etape" de ce programme s'est traduite par le massacre brutal de milliers de personnes; de plus, des centaines de villages et de récoltes ont été brûlées. La "Deuxième Etape", pour sa part, visait le rassemblement des survivants dans les "villages modèles" et des "pôles de développement", considérés comme de véritables camps de concentration fournissant de la main-d'oeuvre à bon marché pour la production de produits d'exportation, ainsi que pour la construction de l'infrastructure militaire.

Le retour à un gouvernement civil en 1986 représentait la "Troisième Etape" du programme de contre-insurrection. Confrontés à une opposition armée accrue et à la pression générée par la détérioration de la situation économique (baisse des prix mondiaux des produits agricoles d'exportation; réduction de l'aide internationale, motivée par les violations des droits de la personne), les militaires décidèrent que le temps était venu de créer une "ouverture politique" : des élections démocratiques non seulement procureraient une alternative à l'insurrection et désarmoceraient l'opposition politique, mais, en plus, elles amélioreraient l'image internationale du Guatemala.

Bien qu'ils aient remis le gouvernement en d'autres mains, les militaires contrôlent toujours les leviers de commande du pouvoir. Il y a maintenant presque trois ans que le gouvernement civil est à la tête du pays; pourtant, les structures répressives érigées afin d'entreprendre la campagne de contre-insurrection sont toujours en place, la militarisation du pays ne s'est pas arrêtée, et peu d'efforts ont été faits en vue de se conformer aux Accords d'Esquipulas II (1987). Les menaces de mort faites aux personnes impliquées dans des mouvements populaires de base n'ont pas cessé, et les enlèvements ainsi que les assassinats font encore plusieurs victimes chez les Guatémaltèques.

Seulement au cours des deux premiers mois de '91, il y a eu:

- 28 exécutions extrajudiciaires et 5 disparitions forcées pendant les 14 derniers jours du gouvernement de Cerezo;
- 26 disparitions forcées et 116 exécutions procédurières durant les 17 derniers jours de janvier et le mois de février du gouvernement de Serrano.

Et ce n'est pas sans une profonde émotion que les deux femmes guatémaltèques nous ont tour à tour rappelé les horreurs du massacre de Santiago à Atitlán, dans la région de Solola, au début de '91.

Pourtant, malgré cette violence et cette répression, le mouvement populaire continue de se réorganiser et de lutter pour la justice sociale. Peut-être le peuple du Guatemala vit-il avec la peur, mais, de conclure ces deux femmes très engagées dans la lutte pour la libération de leur peuple, il vit aussi avec l'espoir de pouvoir un jour façonner son propre avenir.

L'implication du Canada

C'est avec ce nouveau gouvernement de Serrano que le Canada a promis de renouveler son aide bilatérale. Il a pris cette décision même si

- . les violations systématiques des droits de la personne n'ont pas cessé;
- . aucune enquête sur le sort des personnes tuées ou disparues n'a été menée à fond, et aucun des responsables n'a comparu devant les tribunaux;
- . la liberté d'organisation et de travail est réprimée;
- . les dirigeants au sein des mouvements populaires sont toujours victimes de menaces de mort et d'assassinats sélectifs;
- . aucune réforme fondamentale visant à une plus juste distribution des terres, des richesses, des revenus ainsi que des impôts n'a été introduite.

Des pistes d'action

Que peut-on faire pour dénoncer cette grave situation de répression et de violation des droits humains au Guatemala ? Quelques suggestions proposées :

- . s'informer sur le Guatemala, sur les activités du Comité d'appui au peuple guatémaltèque et sur les projets auxquels on peut apporter un soutien;
- . participer aux vigiles organisées à Montréal en appui au peuple guatémaltèque en appelant au (514) 933-4462;
- . dénoncer ici l'aide du Canada au gouvernement du Guatemala si elle arrive à être effective.

La "convivencia" qui a mis fin à cette rencontre a été on ne peut plus chaleureuse, ce qui n'a rien d'étonnant avec les peuples latino-américains. Une expérience à répéter, ont suggéré les participant-e-s à la soirée.